



marqué une réelle satisfaction et s'inscrivent pleinement dans une démarche d'élaboration participative d'une stratégie nationale d'amélioration génétique des races locales.


## 1.4 Conclusions

Après une année 2012 qui a connu une suspension des activités sur le terrain et le gel des appuis institutionnels, l'année 2013 a débuté dans un contexte aussi difficile émaillée des mêmes contraintes pendant les trois premiers mois. La tenue du Comité des partenaires en Avril 2013 a marqué la reprise intégrale du dialogue politique et par conséquent, celle de toutes les activités sur le terrain et au niveau institutionnel.

D'une manière générale, les éléments clés qu'il faudrait retenir sont :

- La préservation de l'environnement et des ressources pastorales rentre progressivement dans les habitudes des populations et des collectivités locales.
- Alors qu'ils sont d'une installation toute récente, les cabinets vétérinaires ruraux privés contribuent déjà à une amélioration de la couverture sanitaire du bétail et leurs services sont favorablement appréciés par les éleveurs.
- Les éleveurs, à travers leurs comités de gestion, et les collectivités se sont impliqués activement dans le processus de mise en place de banques d'aliment bétail dans toutes les onze communes du cercle de Nara.
- Les acteurs institutionnels locaux et au niveau central affirment que les appuis matériels et en renforcement des capacités accordés par le projet contribuent à l'amélioration de leur fonctionnement. A cet effet, en réponse aux premiers avis de l'appui institutionnel, la DNPIA a déjà créé en son sein une cellule d'amélioration génétique.
- Cinquante trois éleveurs (éleveurs sélectionneurs à titre initial participent au dispositif opérationnel du programme de sélection sur le terrain.

Fonctionnaire exécution nationale <sup>2</sup>	Fonctionnaire exécution CTB <sup>3</sup>
Mahamadou KASSOGUE	Jean MBAYAHAGA
	



<sup>2</sup> Nom et signature

<sup>3</sup> Nom et signature



**CTB**



# RAPPORT DES RESULTATS 2013

*PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE DU ZEBU MAURE  
DANS LE CERCLE DE NARA MLI 09 028 11 (PRODEZEM)*



2011 10 13

<b>ACRONYMES</b> .....	<b>4</b>
<b>1 APERÇU DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>6</b>
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	6
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	7
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	7
1.3.1 <i>Pertinence</i> .....	7
1.3.2 <i>Efficacité</i> .....	8
1.3.3 <i>Efficiéce</i> .....	8
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i> .....	9
1.4 CONCLUSIONS.....	10
<b>2 MONITORING DES RESULTATS</b> .....	<b>11</b>
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	11
2.1.1 <i>Contexte général</i> .....	11
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i> .....	11
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i> .....	12
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i> .....	12
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	14
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	14
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	14
2.2.3 <i>Impact potentiel</i> .....	16
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	18
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	18
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	19
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	19
2.4 . PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	21
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	21
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	22
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	22
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	24
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	24
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	24
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	24
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	26
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	26
2.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	27
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	27
2.7 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5.....	29
2.7.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	29
2.7.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	29
2.7.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	30
2.8 THEMES TRANSVERSAUX.....	32
2.8.1 <i>Genre</i> .....	32

2.8.2	<i>Environnement</i> .....	33
2.9	GESTION DES RISQUES.....	34
<b>3</b>	<b>PILOTAGE ET APPRENTISSAGE</b> .....	<b>37</b>
3.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES .....	37
3.2	RECOMMANDATIONS.....	38
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES.....	39
<b>4</b>	<b>ANNEXES</b> .....	<b>40</b>
4.1	CRITERES DE QUALITE.....	40
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	44
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR .....	46
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS .....	46
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	47
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	51

## Acronymes

AGR	Activité génératrice de revenus
BAB	Banque d'aliment bétail
CCOSAD	Comité communal d'orientation et de suivi des actions de développement
CLOCSAD	Comité local d'orientation et de suivi des actions de développement
CRA	Chambre régionale d'agriculture
CT	Collectivités territoriales
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
CTOS	Commission technique d'orientation et de suivi
CVR	Cabinet vétérinaire rural
DAO	Dossier d'appel d'offres
DFM	Direction des finances et du matériel
DLCA	Délégation locale de la chambre d'agriculture
DNPIA	Direction nationale des productions et des industries animales
DRPIA	Direction régionale des productions et des industries animales
DRSV	Direction régionale des services vétérinaires
EFP	Expert en finances publiques
ER	Eleveur relais
ES	Eleveurs sélectionneurs
FAR	Femelle en âge de reproduction
FBSA	Fonds belge pour la sécurité alimentaire
GAR	Gestion axée sur les résultats
ICD	Initiatives Conseils Développement (ONG)
IER	Institut d'économie rurale
IMF	Institution de micro finance
IOV	Indicateur objectivement vérifiable
LAF	Local administrator finance
M&E	Monitoring and Evaluation
M&E	Monitoring et évaluation
OP	Organisation paysannes
PADK-II	Projet d'appui à la décentralisation dans la région de Koulikoro- deuxième phase

PAG	Programme d'amélioration génétique
PAPAM	Projet d'appui à la productivité agricole au Mali
PDSEC	Programme de développement socioéconomique communal
PGVA	Projet pour la protection des végétaux autochtones
PRODEL-K	Projet de développement de l'élevage dans la région de Koulikoro
PRODEVALAIT	Projet de développement et de valorisation du lait crû local
PRODEZEM	Projet d'appui au développement de l'élevage du zébu Maure
PV	Poste vétérinaire
RSAP	Réseau de santé animale de proximité
S/E	Suivi et évaluation
SC	Sociétés coopératives
SDAM	Score de diversité alimentaire des ménages
SDSES	Service du développement social et de l'économie solidaire
SLPIA	Service local des productions et des industries animales
SMCL	Structure mixte de concertation locale
STD	Service technique déconcentré
SV	Service vétérinaire
TDR	Termes de référence
UAC	Unité d'appui et de coordination,
UAPIA	Unité d'appui des productions et des industries animales
UBT	Unité bétail tropical
VSF-B	Vétérinaires sans frontières – Belgique (ONG)

# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	Projet d'Appui au Développement de l'Élevage du Zébu Maure dans le cercle de Nara (PRODEZEM)
<b>Code de l'intervention</b>	MLI 09 028 11
<b>Localisation</b>	Cercle de Nara dans la Région de Koulikoro
<b>Budget total</b>	8.000.000€ (contribution belge) et 800.000€ (contribution malienne)
<b>Institution partenaire</b>	Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) du Ministère de l'Élevage et de la Pêche (MEP).
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	08/12/2009
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	01/04/2010 / 26/04/2010.
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	07/12/2015
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	07/12/2015
<b>Groupes cibles</b>	Populations du Cercle de Nara
<b>Impact<sup>1</sup></b>	La sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté sont renforcées dans le cercle de Nara.
<b>Outcome</b>	La productivité des systèmes d'élevages est améliorée dans le cercle de Nara grâce à l'amélioration des conditions d'élevage et à la sélection du zébu Maure.
<b>Outputs</b>	L'accès aux ressources pastorales est amélioré dans cinq communes du Cercle de Nara.
	La gestion technique des élevages traditionnels est améliorée.
	La commercialisation des productions de l'élevage est mieux organisée et plus rémunératrice.
	Les capacités des acteurs institutionnels locaux à collaborer pour appuyer le développement de l'élevage sont améliorées.
	Un programme de préservation et de sélection du zébu Maure est initié.
<b>Année couverte par le rapport</b>	<b>2013</b>

<sup>1</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

## 1.2 Exécution budgétaire

	Budget	Dépenses				Solde	Taux de débours ement à la fin de l'année 2013
		2010	2011	2012	2013		
<b>Total</b>	8.000.000,00	314.964,65	683.727,39	803.922,74	1.335.027,00	4.862.357,26	39%
<b>Résultat 1</b>	1 889 080,00	8.222,21	10.636,79	22.390,53	245.314,12	1.602.515,36	15%
<b>Résultat 2</b>	878 687,00		18.248,56	17.104,83	341.751,42	501.582,20	43%
<b>Résultat 3</b>	349 558,00		40.255,69	776,58	19.771,53	288.754,21	17%
<b>Résultat 4</b>	685 709,00		201.881,54	119.046,13	67.064,74	297.716,60	57%
<b>Résultat 5</b>	1 092 341,00	929,32	12.839,24	207.427,67	180.117,58	691.027,19	37%
<b>Réserves budgétaires</b>	120.194,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120.194,00	
<b>Volet Z</b>	2 984 431,00	305.813,12	399.865,57	437.177,00	481.007,61	1.360.567,70	54%

## 1.3 Autoévaluation de la performance

### 1.3.1 Pertinence

	Performance
<b>Pertinence</b>	A

Le projet est en phase avec la Politique de Développement Agricole (PDA), la Loi d'Orientation Agricole, la Charte pastorale et le Programme quinquennal d'aménagements pastoraux. Aussi, il suit les orientations du Programme Indicatif de Coopération 2009-2012 qui prévoit l'appui au développement rural et à la sécurité alimentaire.

L'intervention est ancrée au sein de la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) et plus particulièrement dans son démembrement de la Région de Koulikoro (DRPIA) couvrant le cercle de Nara. Pour plus de cohérence, l'intervention aborde la question de sélection animale au niveau opérationnel (avec les éleveurs sur le terrain) et institutionnel (niveau central) : (i) sur le terrain, le projet conduit des actions répondant aux besoins directs des populations en général et des éleveurs, en particulier ; et (ii) au niveau central, l'appui institutionnel renforce les capacités des cadres de la DNPIA en vue d'une élaboration participative d'une stratégie nationale d'amélioration génétique. A moyen terme, toutes les interventions en élevage s'inscriront dorénavant dans cette future stratégie nationale.

Sur le terrain, le projet appuie les acteurs institutionnels locaux afin qu'ils puissent mieux concevoir et coordonner les actions du domaine de l'élevage dans les plans de développement communaux (DRPIA, DRSV, CRA/DLCA et les Collectivités).



### 1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Les actions mises en œuvre par l'intervention contribuent directement à l'amélioration de la productivité des systèmes d'élevage. Au cours de la période rapportée, la préservation des ressources pastorales a connu une amélioration tangible grâce à la réhabilitation de trois périmètres pastoraux qui a permis une augmentation du temps de leur exploitation par le bétail (passant de 90 à 120 jours) et une réduction des conflits liés à leur usage. Répondant aux campagnes de sensibilisation du projet, les populations ont acquis le réflexe spontané de lutte contre les feux de brousse (passant de 180.000 ha brûlés en 2010 à 1800 ha en 2013). La couverture sanitaire du bétail a connu une amélioration à travers l'installation et l'appui au fonctionnement d'un réseau de santé animale de proximité comprenant cinq cabinets vétérinaires ruraux privés. Le projet a poursuivi la mise en place d'autres nouvelles mesures d'accompagnement de l'élevage notamment la construction de 11 banques d'aliment bétail qui assureront la disponibilité des aliments bétail.

Conduite par l'IER, les études sur les filières bétail/viande et lait ont déjà permis l'élaboration d'un plan d'action à court et moyen termes pour susciter et appuyer l'émergence de ces deux filières.

Le contexte d'insécurité n'a pas favorisé la mise en œuvre des fonds de crédits qui auraient pu soutenir les organisations d'éleveurs acquises à la promotion des filières animales.

Alors qu'en fin de projet il était attendu l'adhésion de 48 éleveurs au programme de sélection (encadrement rapproché, augmentation de la production laitière, meilleure croissance des veaux, vente des taurillons sélectionnés à un prix rémunérateur etc.), fin 2013, 53 éleveurs sélectionneurs y participent déjà avec des effectifs de troupeaux variant entre 15 et 30 têtes de zébu Maure.

Au niveau central, la DNPIA bénéficie d'un appui institutionnel du projet dans le cadre de l'élaboration de la stratégie nationale d'amélioration génétique. Dans cet élan, il s'est avéré nécessaire d'organiser d'abord des ateliers de renforcement des capacités de ses cadres (de la DNPIA). Grâce à cet appui institutionnel, la DNPIA a d'ores et déjà compris et a créé, en son sein, une cellule d'amélioration génétique en prélude d'un futur service national de gestion des ressources zoo génétiques.

### 1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

Au cours de la période sous revue, l'efficience globale du projet a été négativement influencée par la persistance d'un climat d'insécurité qui plane toujours sur Nara, la lenteur dans l'exécution des marchés publics et la délocalisation du personnel administratif et financier ainsi que du Coresponsable à Bamako. Cette délocalisation du personnel administratif et financier a affecté négativement la réalisation de la planification et l'exécution des missions de terrain en temps réel ; tandis que l'absence du Coresponsable à Nara rend difficile le coaching rapproché du personnel technique. Ainsi,

plusieurs activités sont exécutées de manière plus lente que planifiée

Sur le terrain, malgré ce contexte défavorable, les résultats attendus en 2013 ont connu une avancée significative à travers entre autres : (i) la préservation des écosystèmes pâturés grâce à la réhabilitation de trois périmètres pastoraux et la mise en place de mécanismes idoines de gestion des conflits, (ii) l'amélioration du temps d'utilisation des périmètres pastoraux, (iii) l'amélioration de la disponibilité des services et produits vétérinaires grâce à la mise en place d'un réseau de santé animale de proximité comprenant cinq cabinets vétérinaires.

Au niveau central, le processus de renforcement des capacités des cadres de la DNPIA mis en œuvre dans le cadre de l'appui institutionnel, se révèle être un outil efficace et peu onéreux qui permettra de raccourcir les délais d'élaboration participative d'une stratégie nationale d'amélioration génétique.

Malgré une volonté manifeste d'accélérer l'exécution du projet, d'importants marchés publics élaborés et soumis à la publication en 2013 n'ont pas encore abouti à cause des réorganisations internes de certaines directions du ministère de tutelle. Dès lors, ils seront réalisés en 2014.

En fin 2013, le niveau d'absorption financière globale qui était de 39% est en parfait accord avec son niveau d'exécution physique. Les deux résultats significativement avancés en exécution sont aussi ceux qui affichent les taux de déboursement financier les plus élevés (43% pour RII 57% pour RIV).

### 1.3.4 Durabilité potentielle

	<b>Performance</b>
<b>Durabilité potentielle</b>	B

Les gros investissements (infrastructures communautaires) réalisés sont de bonne qualité, car conçus par des prestataires qualifiés. Cependant, les comités de gestion de ces infrastructures, bien que fortement motivés, n'ont pas encore acquis une réelle maîtrise de leur mission et sont en général constitués de membres non alphabétisés, ce qui complique la tenue des documents comptables et l'établissement des bilans, l'archivage des dossiers et les mécanismes de rendre compte.

C'est donc dire que le projet devra déployer beaucoup d'efforts pour aboutir à une meilleure gestion des infrastructures communautaires et surtout à leur pérennisation. A ce titre, le projet mène des échanges avec VSF-B/ICD qui possède une expertise avérée pour former, suivre/accompagner et évaluer les organisations paysannes (OP). Ce partenariat s'étendra sur le suivi/accompagnement des ménages vulnérables et les cabinets vétérinaires appuyés par le projet.

Aux dires des éleveurs, les CVR mis en place et qui apportent un service de proximité satisfont pleinement à leurs besoins en matière de santé animale.

Les populations du cercle de Nara ont fait montre d'une réelle adhésion à la préservation de l'environnement ; actuellement, elles ont acquis le réflexe de juguler très rapidement les feux de brousse dès leur apparition. Aussi, les éleveurs montrent une réelle adhésion au programme de sélection du zébu Maure et à toutes les opérations d'encadrement.

Après une série d'ateliers de renforcement des capacités, les cadres de la DNPIA ont

marqué une réelle satisfaction et s'inscrivent pleinement dans une démarche d'élaboration participative d'une stratégie nationale d'amélioration génétique des races locales.

## 1.4 Conclusions

Après une année 2012 qui a connu une suspension des activités sur le terrain et le gel des appuis institutionnels, l'année 2013 a débuté dans un contexte aussi difficile émaillée des mêmes contraintes pendant les trois premiers mois. La tenue du Comité des partenaires en Avril 2013 a marqué la reprise intégrale du dialogue politique et par conséquent, celle de toutes les activités sur le terrain et au niveau institutionnel.

D'une manière générale, les éléments clés qu'il faudrait retenir sont :

- La préservation de l'environnement et des ressources pastorales rentre progressivement dans les habitudes des populations et des collectivités locales.
- Alors qu'ils sont d'une installation toute récente, les cabinets vétérinaires ruraux privés contribuent déjà à une amélioration de la couverture sanitaire du bétail et leurs services sont favorablement appréciés par les éleveurs.
- Les éleveurs, à travers leurs comités de gestion, et les collectivités se sont impliqués activement dans le processus de mise en place de banques d'aliment bétail dans toutes les onze communes du cercle de Nara.
- Les acteurs institutionnels locaux et au niveau central affirment que les appuis matériels et en renforcement des capacités accordés par le projet contribuent à l'amélioration de leur fonctionnement. A cet effet, en réponse aux premiers avis de l'appui institutionnel, la DNPIA a déjà créé en son sein une cellule d'amélioration génétique.
- Cinquante trois éleveurs (éleveurs sélectionneurs à titre initial participent au dispositif opérationnel du programme de sélection sur le terrain.

Fonctionnaire exécution nationale <sup>2</sup>	Fonctionnaire exécution CTB <sup>3</sup>
Mahamadou KASSOGUE	Jean MBAYAHAGA

---

<sup>2</sup> Nom et signature

<sup>3</sup> Nom et signature

## 2 Monitoring des résultats

### 2.1 Évolution du contexte

#### 2.1.1 Contexte général

En 2013, la sécurité dans toute la bande sahélienne est restée fort précaire. En période de forte crise, les mouvements de transhumance des troupeaux sont perturbés car les animaux suivent les déplacements des populations humaines qui fuient les zones de tension.

La reprise de la guerre au Nord, le 12 janvier 2013, a eu comme conséquences le rapatriement des assistants techniques en Belgique, un arrêt temporaire des activités sur le terrain et la poursuite du gel des appuis institutionnels.

Suite à l'intervention française, dès janvier 2013, petit à petit, le pays a repris un calme relatif et les assistants techniques sont revenus à Bamako en début mars 2013. Pour la coopération belge, la tenue du Comité Spécial des partenaires le 23 Avril 2013, a permis la reprise intégrale de l'ensemble des volets des projets.

Une situation sociopolitique relativement plus calme s'est installée avec l'arrivée de la mission des nations unies pour la sécurisation du Mali (MINUSMA) dès le second semestre de l'année 2013; ce qui a facilité la tenue des élections présidentielles et législatives, respectivement en août et en novembre 2013.

Malgré cette intervention externe, les deux ATI du PRODEZEM sont toujours délocalisés à Bamako et ne sont pas autorisés à séjourner en permanence à Nara. Des missions courtes et ponctuelles ont été possibles mais restent rares.

Cette situation ne permet pas un suivi et accompagnement aussi efficace que voulu du travail et des équipes sur terrain. L'impact est moindre pour l'ATI en support à la DNPIA localisé à Bamako. Des réunions ponctuelles à Bamako se tiennent avec les équipes de Nara. Le personnel national est basé en permanence à Nara mais leurs déplacements sur terrain restent l'objet d'une attention de tout instant pour éviter la prise de risque inutile.

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

Suite aux élections présidentielles du mois d'août 2013, le Ministère de l'Élevage et de la Pêche a été intégré au sein de celui du Développement Rural, il est donc devenu un ministère délégué (Ministère délégué chargé de l'Élevage, de la Pêche et de la Sécurité alimentaire). Progressivement, certaines directions subissent une réorganisation relativement profonde à l'instar de la direction des finances et du matériel (DFM). C'est à cet effet, que certains marchés programmés par le projet ont connu des retards et n'ont pas été publiés en 2013 ; ils ont dû attendre la mise en place de la nouvelle DFM du Ministère du Développement rural. Progressivement, il est espéré une situation nettement plus stable et plus dynamique en 2014.

Le processus de transfert des compétences aux collectivités des ministères de production dont celui en charge de l'élevage, n'a pas encore abouti et donc, en matière

de gros investissements sur terrain, les Collectivités demeurent encore des partenaires du projet et non des maîtres d'ouvrage.

### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Etant un projet d'appui à la production animale, son ancrage au sein de la DNPIA se révèle très approprié. La DNPIA joue le rôle d'Ordonnateur à côté de la Représentation de la CTB au Mali qui assume le rôle de Coordonnateur.

Le projet couvre les onze communes du cercle de Nara ; à cet effet, il est rattaché à la Direction Régionale des Productions et des Industries Animales (DRPIA) de Koulikoro, service déconcentré de la DNPIA. A cet effet, la DRPIA assure la supervision du projet au niveau du cercle de Nara et veille à son harmonisation avec les autres projets/programmes au niveau de l'ensemble de la Région de Koulikoro.

Le projet est géré selon les modalités de la Coresponsabilité. Celle-ci se retrouve à tous les niveaux de mise en œuvre du projet. Au regard des résultats actuels, cette coresponsabilité se révèle très appropriée et constitue un bon outil pour une gestion transparente du projet. Cependant, les règles de gestion des marchés publics de droit malien (long circuit d'approbation des marchés et des contrats, changements dans les gestionnaires des dossiers de marchés publics) handicapent fort la mise en œuvre des investissements sur terrain.

L'ATI coresponsable du projet n'étant pas autorisé à séjourner en permanence à Nara, le suivi et l'accompagnement rapproché des réalisations et du travail des équipes ne s'effectue pas dans des conditions optimales. Des réunions ponctuelles à Bamako se tiennent avec les équipes locales basées à Nara.

Durant la période de gel du dialogue politique et des appuis institutionnels (avant mai 2013), des accords opérationnels d'exécution ont aidé à formaliser de manière adéquate la poursuite de certaines activités au bénéfice directe des populations par les services déconcentrés de l'Etat.

Depuis la reprise, le projet a noué des Accords d'exécution et/ou des protocoles de collaboration avec des services étatiques ou paraétatiques pour des missions spécifiques.

Au cours de l'année 2013, le projet a connu une mission d'audit financier et une mission d'évaluation à mi-parcours qui ont, toutes, émis des recommandations qui seront suivies d'effets en 2014.

### 2.1.4 Contexte HARMO

Le projet collabore activement avec le personnel des structures étatiques déconcentrées, au niveau régional à Koulikoro et local à Nara, dans la mise en œuvre des actions de terrain.

Pour des actions spécifiques ne relevant pas de son expertise, le projet fait recours à des partenariats avec notamment la Chambre régionale d'Agriculture (CRA), des institutions scientifiques, des Bureaux d'études et ou des ONG spécialisées à l'instar de l'Institut d'Economie Rurale de Bamako (IER), de Vétérinaires Sans Frontière - Belgique (VSF-B) et ICD (Initiatives, Conseils, Développement).

Dans un élan de développement de synergie et d'harmonisation des méthodes d'approche et d'intervention, le projet vient de nouer un partenariat avec le consortium VSF-B/ICD intervenant à Nara dans le cadre du programme du Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA). Ainsi, le consortium s'occupera du suivi/accompagnement/évaluation des comités de gestion des infrastructures communautaires d'élevage, des cabinets vétérinaires privés mis en place, et des ménages vulnérables appuyés par le projet.

La mise en œuvre des actions d'aménagements pastoraux par le projet cadre avec les approches du PADESO qui intervient dans le Sahel Occidental depuis une vingtaine d'années. Aussi, des échanges entre le projet et des ONG intervenant dans la zone de Nara en matière d'appui à la sécurité alimentaire permettent (i) une constante harmonisation des méthodes d'approche et (ii) d'éviter des doublons sur les mêmes bénéficiaires.

Le PRODEZEM développe des synergies avec le PAI-MEP et voudrait l'appuyer (i) dans le développement de méthodes peu onéreuses pour appréhender les paramètres démographiques des troupeaux dans le cadre de la mise en place d'une banque de données sur les statistiques animales et (ii) dans la mise en place d'un système d'information géographique (SIG) pour capitaliser toutes les infrastructures d'élevage disponibles au niveau national.

## 2.2 Performance de l'outcome



L'objectif spécifique de l'intervention est libellé comme suit : « La productivité des systèmes d'élevage est améliorée dans le cercle de Nara grâce à l'amélioration des conditions d'élevage et à la sélection du zébu Maure ».

### 2.2.1 Progrès des indicateurs

<b>Outcome</b> : La productivité des systèmes d'élevage est améliorée dans le cercle de Nara grâce à l'amélioration des conditions d'élevage et à la sélection du zébu Maure						
Indicateurs	Eléments de calcul	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2012	Valeur année 2013	Cible année 2013	Cible finale
1. La production laitière du Zébu Maure est augmentée	(a) Nombre de litre de lait / période de lactation	640,0	ND	ND	720	800,0
	(b) Degré de satisfaction des besoins en lait du ménage en saison chaude	15%	16%	21%	20%	30%
2. La productivité numérique / an / FAR* est augmentée d'au moins 14%	Nombre de veau d'un an/FAR/an	0,4	ND	0,52	0,43	0,5
3. Dans les élevages sélectionneurs, la productivité pondérale est accrue d'au moins 50%	Poids de veau d'un an /FAR/vache/an	40,0	ND	ND	50	60,0

ND : non déterminé

### 2.2.2 Analyse des progrès réalisés

L'analyse des résultats sur la production et la productivité des systèmes d'élevage requiert une remarque préliminaire importante. En effet, en milieu sahélien, les productions agricoles et animales sont sous une forte dépendance du volume et de la répartition spatio-temporelle des pluies reçues. Très généralement, les performances de reproduction et de production observées au cours de l'année sont sous une influence prépondérante des conditions ayant prévalu l'année précédente. A cet égard, en 2012, le cercle de Nara a reçu en moyenne 647 mm de pluies réparties sur 38 jours. Cette pluviométrie a favorisé la pousse d'une bonne herbe sur presque toute l'étendue du cercle. Par contre en 2013, le cercle a reçu moins de pluies, soit 555 mm, avec des poches de sécheresse par endroit dans les communes du nord du cercle. Ainsi, dans l'ensemble, les pâturages sont moins fournis qu'en 2012. Cette situation induira des déplacements des troupeaux vers les zones mieux pourvues en fourrages et points d'eau.

L'impact de l'encadrement du projet sur les performances du bétail commencera à être perceptible au cours de l'année 2014 étant donné les actions de réhabilitation des périmètres pastoraux, d'opérationnalisation de banques d'aliment bétail et d'installation du réseau de santé animale de proximité qui ont débuté en 2013.

D'une manière générale, la production laitière est relativement abondante pendant la période pluvieuse et la saison sèche froide, si bien que la majorité des ménages couvrent leurs besoins en lait durant ces deux périodes. Par contre, au fur et à mesure que la saison sèche chaude avance, la production laitière diminue corrélativement à la diminution des disponibilités fourragères et hydriques ainsi qu'aux contraintes de l'environnement (fortes chaleurs qui influencent négativement notamment les quantités ingérées par l'animal)

Même si l'influence du projet n'est pas encore évidente, on remarque néanmoins une tendance à l'utilisation des résidus de récolte en vue de soutenir la production laitière pendant la période de soudure (saison sèche chaude), ce qui se traduit par une tendance globale à l'augmentation du degré de satisfaction des besoins en lait pendant la période de soudure (moment d'évaluation de l'indicateur).

Analysée par groupe socioprofessionnel, chez les agropasteurs qui complètent les animaux avec des résidus de récoltes améliorent la production laitière des vaches et par conséquent, augmentent la durée de disponibilité de lait pour le ménage. Chez les maures et les peulhs qui ne complètent pas les animaux, la traite des vaches est arrêtée beaucoup plus tôt en saison sèche pour ne pas provoquer la misère physiologique chez la vache allaitante.

L'amélioration de la production laitière s'accompagne de celle des paramètres de reproduction et de production des troupeaux ; ces paramètres sont ensemble résumés à travers l'indice de productivité. Ainsi, une nette tendance à l'amélioration de la production laitière en 2013 est accompagnée par une nette augmentation de l'indice de productivité des troupeaux bovins.



### 2.2.3 Impact potentiel

L'impact potentiel du projet est traduit à travers son objectif global libellé comme suit : « la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté sont renforcées dans le cercle de Nara ».

A cet effet, deux indicateurs ont été identifiés et leur situation de référence est fournie dans le tableau ci-après :

Objectif global : La sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté sont renforcées dans le cercle de Nara						
Indicateurs	Eléments de calcul	Valeur de la Baseline	Valeur année 2012	Valeur année 2013	Cible année 2013	Cible finale
4. Le nombre de ménages bénéficiaires prenant au moins 2 repas / j durant la soudure* est augmenté de 10 %	Taux de ménages ayant au moins 2 repas/jour	46%	56%	72%	48%	50,06%
5. La qualité (diversification) des repas est améliorée de 25%	SDAM (score de diversité alimentaire)	2,4	3,5	3,7	2,7	3,0
6. Le taux d'enfants ayant accès aux soins de santé appropriés est augmenté de X%	Taux d'enfants avec soins de santé appropriés	70%	56%	68%	75%	80%
7. Le revenu des ménages bénéficiaires est augmenté	Taux de ménages ayant accru leurs capacités d'épargne	17%	18%	10%	20%	25%

Dans l'ensemble, la relative supériorité des niveaux des indicateurs en 2013 par rapport à 2012 tient beaucoup plus à la période d'enquêtes et moins aux productions agricoles.

En effet, au cours de l'année 2012, avec une pluviométrie de 647 mm pendant 38 jours, le cercle de Nara a réalisé une récolte céréalière estimée à près de 450 kg par personne, dépassant ainsi les normes de sécurité alimentaire de la FAO (210 kg de céréales/personne/an). A cause du contexte d'insécurité, les enquêtes 2012 se sont réalisées au mois d'août qui correspond au moment où les greniers sont presque épuisés car les populations n'ayant pas une tradition de conservation de la production agricole sur une longue durée. En effet, dès la récolte, la plupart des chefs de ménages conduisent une fraction considérable de la moisson sur le marché local. L'argent acquis est aussitôt utilisé souvent avec peu d'efficacité.

Par contre, en 2013, avec une pluviométrie de 555 mm pendant 38 jours, les performances de production céréalière ont connu une baisse très sensible, soit 190 kg/habitant. Les enquêtes s'étant réalisée au mois de mai, les greniers n'avaient pas encore souffert d'un fort taux de prélèvement comme en 2012. D'où le taux de ménages ayant au moins deux repas est encore considérable (72%) chez tous les groupes socioprofessionnels (Peulhs, Maures et Agropasteurs).

Chez tous les groupes socioprofessionnels, l'alimentation de base demeure dominée par les céréales (avec en tête le mil) et les légumes à feuilles vertes. Les légumineuses à gousse, la viande, le poisson sont faiblement utilisés car demandant un pouvoir d'achat sur le marché. Le sucre est fréquemment utilisé car après le repas, les adultes se retrouvent autour du thé. Le Score de Diversité Alimentaire Moyen (SDAM) est de 3,7 traduisant l'utilisation d'à peu près 4 groupes alimentaires. Cette pauvre composition de la ration alimentaire des ménages traduit une relative insécurité alimentaire et un déséquilibre nutritionnel qui sévissent dans le cercle.

Ce constat est en parfaite cohésion avec les résultats de l'Enquête démographique et de santé (2006) et du CSA (2009) qui classent les onze communes de Nara parmi les 166 communes qui connaissent de manière chronique l'insécurité alimentaire.

Les niveaux de l'épargne demeurent encore très faibles. En 2013, 10% seulement des ménages ont réalisé une épargne financière d'une moyenne de 42.500 FCFA et une épargne en nature équivalente à 70.000 FCFA.

A l'état actuel, l'influence du projet est encore très minime sur les conditions socioéconomiques des ménages compte tenu de la non opérationnalisation des banques d'aliment bétail, l'installation tardive des cabinets vétérinaires, le retard dans la réhabilitation de nouveaux périmètres et l'ouverture de nouveaux. Aussi, les effets du programme de sélection ne commenceront à être perceptibles qu'à moyen terme (les effets de la lutte contre la consanguinité sur la production laitière et la vigueur des veaux sont reconnus être les plus précoces et spectaculaires).

En somme, les résultats actuels sur les ménages sont beaucoup plus tributaires du volume et de la qualité de la pluviométrie et dans une moindre mesure, de l'encadrement du projet et d'autres services intervenant dans le monde rural.

Avant la fin de l'année 2013, le projet a entamé une action de dotation de ménages les plus vulnérables en noyaux de petits ruminants et d'une traction asine. Ce noyau constitue un capital productif qui générera des revenus, de la viande et du lait (utilisable par les enfants en bas âge surtout pendant la période de soudure) ; tandis que la traction asine constitue une force de travail. C'est donc dire que ces appuis aux ménages les plus vulnérables contribuent aussi à la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

## 2.3 Performance de l'output 1



### 2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : L'accès aux ressources pastorales est amélioré dans le cercle de Nara						
Indicateurs		Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2012	Valeur année 2013	Cible année 2013	Cible finale
IOV	Éléments de calculs					
8. Nombre des périmètres réhabilités et sécurisés	(a) Nombre de périmètres réhabilités et sécurisés	0,0	0	3	3	6
	(b) Efficience de la gestion (multicritères cotés)	20%	38%	55%	49%	80%
9. Le temps d'utilisation des périmètres pastoraux en saison sèche est augmenté de x%	Nombre de jours d'utilisation des parcours en saison sèche	90,0	120	120	150	180,0
10. Le nombre de conflits sur l'utilisation des périmètres est diminué de 50%	Nombre de conflits	26,0	20	8	15	13,0
11. 6 nouveaux périmètres pastoraux sont sécurisés et équipés	Nombre de périmètres équipés et sécurisés	0,0	0	0	0	5,0
12. 1 000 ha de parcours dégradés sont récupérés et correctement gérés par les acteurs locaux	(a) Nombre d'ha récupérés	0,0	0,0	0	1000	1000,0
	(b) Nombre d'ha correctement gérés	0,0	0,0	0	500	1000,0
13. Réduction du nombre de feux de brousse	Nombre d'ha brûlés (ensemble des 11 communes)	180.000	5 000	1550	10 000	10 000

### 2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>4</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Réhabiliter et sécuriser les 5 périmètres pastoraux existants		B		
2 Mettre en place un nouveau périmètre pastoral			C	
3 Récupérer durablement 1000 ha de sols dégradés			C	
4 Lutter contre les feux de brousse hors périmètres pastoraux	A			

### 2.3.3 Analyse des progrès réalisés

D'une manière globale, la zone de Nara a connu une moins bonne pluviométrie en 2013 créant des poches de sécheresse en plusieurs endroits ; dès lors les parcours sont moins fournis qu'en 2012.

Le processus de réhabilitation de trois périmètres pastoraux (Chatt-Bé, Haboïté et Mamè-Yadass) s'est achevé et les réalisations sont d'une très bonne qualité. Aux dires des collectivités et des éleveurs, la qualité des réalisations dépasse les attentes. Les formations conduites par le projet sur la prévention et la gestion des conflits ont permis aux différents comités de gestion des périmètres de mieux identifier les sources de conflits et ainsi de les prévenir. Suite à cela, les conflits ont diminué en nombre, passant de 2- conflits en 2011 à 8 seulement en 2013.

La réhabilitation et la gestion des conflits permettent une augmentation d'utilisation paisible des espaces aménagés par le bétail au bénéfice des éleveurs. Grâce à ces deux facteurs, dès 2014, les animaux devraient pouvoir rester sur les périmètres réhabilités pendant environ 5 mois par an (saison sèche).

Le processus de mise en place des nouveaux périmètres a connu une difficulté majeure liée à la lourdeur des procédures de marchés publics. Ainsi, sur 4 marchés de réalisation de nouveaux forages, un seul a abouti et les travaux y relatifs auront lieu dès janvier 2014. Les trois autres marchés ont été rassemblés en un seul. Le processus de validation et de publication a connu du retard suite au contexte de multiples changements de postes des cadres du Ministère de l'Élevage et de la Pêche. Sa publication interviendra en janvier 2014. Par contre le processus de choix du Bureau de contrôle de tous les travaux de forages est achevé et le contrat est déjà signé. Pour accélérer les mécanismes de marchés publics pour l'équipement des nouveaux forages, la délimitation et le bornage des nouveaux périmètres, c'est le bureau de contrôle déjà choisi qui produira les dossiers d'appel d'offres nécessaires.

Le marché relatif à la réalisation des études sur la récupération des sols dégradés et l'ouverture d'une aire pastorale à Koronga a abouti, le contrat a été signé. Les travaux y relatifs débiteront en janvier 2014. De même, pour accélérer la réalisation physique des travaux sur terrain, c'est le bureau qui conduit les études qui déterminera les travaux qui seront réalisés par les populations et les prestataires privés ; et dans ce dernier cas, il produira les dossiers d'appel d'offres nécessaires.

<sup>4</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

La lutte contre les feux de brousse rentre progressivement dans les habitudes des populations et connaît une implication active du service des eaux et forêts, des radios rurales locales et des collectivités. Les populations et les collectivités avouent avoir bien compris l'importance de la lutte contre les feux de brousse à travers les actions de sensibilisation et de formation du projet. A leurs dires, les messages de vulgarisation sont compréhensibles et très bien adaptés. Les résultats acquis d'année en année dénotent cette prise de conscience collective (figure ci-après).

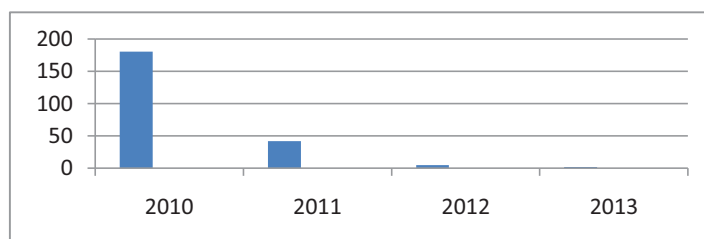


Figure : Nombre de ha (en milliers) de parcours naturels brûlés par an dans le Cercle de Nara entre 2010 et 2013.

Dans l'ensemble, les campagnes de sensibilisation sur la lutte contre les feux de brousse à travers les radios rurales et les focus groupes, les formations sur la prévention et la gestion des conflits sur les périmètres pastoraux, les travaux de récupération de sols dégradés ainsi que ceux de création de nouveaux périmètres pastoraux s'inscrivent pleinement dans l'augmentation et l'amélioration des ressources pastorales (fourrages et eau).

Au-delà des résultats visibles dans le tableau ci-dessus, un aspect de changement de comportement est à souligner. En effet, en accord avec les collectivités locales, les études des forages à haut débit dans le périmètre pastoral du PGVA ont d'ores et déjà pris en compte (i) l'augmentation des capacités de l'adduction d'eau pour la ville de Nara et des villages environnants, (ii) les besoins en eau du futur abattoir de Nara ainsi que ceux (iii) de la future laiterie de Nara. C'est dire que le projet et les collectivités locales (les communes) adoptent une attitude de « *concertation* » et de « *prévoyance* » dans la réalisation de gros investissements sur terrain.

## 2.4 .Performance de l'output 2

### 2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : la gestion technique des élevages est améliorée						
Indicateurs		Valeur de la Baseline	Valeur année 2012	Valeur année 2013	Cible année 2013	Cible finale
IOV	Éléments de calcul					
14. Le taux de mortalité des animaux des éleveurs bénéficiaires est diminué de 25 %	Taux de mortalité de bovins	7,20%	ND	4%	4,7%	5,40%
15. A partir de l'année 2, le nombre total de vaccinations chez les ruminants augmente de 10%/an et le nombre de vaccinations sur les volailles atteindra 30 000	(a) Taux de couverture contre PPCB	65%	69,19%	60,05%	78,35%	94,80%
	(b) Nombre de volaille vaccinée contre PPA	3.927	2 500	3 975	15 000	30 000
16. Le RSAP est fonctionnel (respect du protocole, concertation trimestrielle et synergie des interventions)	Taux de fonctionnalité (plusieurs critères sont cotés)	0%	10%	30%	35%	60%
17. Le cheptel familial est mieux exploité (accroissement du taux d'exploitation de 20 %) et mieux valorisé grâce à une gestion plus dynamique du troupeau.	(a) Taux d'exploitation du cheptel bovin	6,90%	ND	3,75%	7,50%	8,28%
	(b) Différence de prix entre animaux tout venant et animaux des bénéficiaires	0,0	ND	ND	30 000	50 000
18. 3 Cabinets vétérinaires ruraux (CVR) sont opérationnels	Taux de rentabilité	0	0	30%	30%	60%
	Taux de satisfaction des éleveurs	0	-	45%	30%	50%
	Accroissement annuel du nbre de soins curatifs prodigués	0	-	40%	30%	60%
19. 40 Eleveurs relais assurent la vulgarisation auprès de 1500 éleveurs	Nombre d'éleveurs relais opérationnels	0	0	0	40	40
	Nombre d'éleveurs bénéficiaires	0	0	0	800	1500
20. Les femmes rurales bénéficient d'une amélioration de leur condition de vie	(a) Degré appréciation charge de travail	64%	68%	73%	60%	60%
	(b) Augmentation du nombre d'AGR/femme	2,5	2,8	3,0	2,6	3,0
	(c) Amélioration indice de participation des femmes à la vie communautaire	29%	34%	31%	33%	40%
21. Au moins 200 ménages très vulnérables, appuyés par le projet, ont émergé de leur situation d'extrême pauvreté	Nombre de ménages ayant amélioré leur capacité alimentaire, sanitaire et productive	0	0	50	100	200
22. 12 Banques d'aliment bétail (BAB) sont opérationnelles dans le Cercle de Nara	(a) Nombre de BAB construites	0	0	11	11	12
	(b) Efficience de la gestion (plusieurs critères sont cotés)	0%	0%	0%	45%	70%
	(c) Taux de renouvellement annuel du stock	0%	0%	0%	120%	150%

N.D : valeur non déterminée

## 2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>5</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Consolider le dispositif de terrain pour un appui-conseil efficace aux éleveurs			C	
2 Améliorer la gestion des troupeaux			C	
3 Améliorer la santé animale à travers l'appui à l'installation de 3CVR et du RSAP		B		
4 Améliorer l'alimentation du bétail à travers la mise en place de 12 BAB		B		
5 Améliorer les conditions de vie des ménages vulnérables à travers le renforcement des activités d'élevage		B		

## 2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Les taux de mortalité et d'exploitation des bovins, du tableau ci-haut, sont obtenus grâce à des enquêtes zootechniques (une fois par an) réalisées sur les troupeaux de case (les troupeaux composés d'animaux en production laitière et demeurant près des ménages). D'un effectif généralement réduit par rapport aux troupeaux de brousse (troupeaux d'animaux transhumants), ces troupeaux de case affichent des taux relativement très faibles de mortalité et d'exploitation par rapport aux taux généralement acceptés au niveau national (respectivement de 7% pour la mortalité et de 18% pour l'exploitation des troupeaux). Dès lors, les taux obtenus à travers les enquêtes du projet ne reflètent pas les valeurs réelles de l'ensemble des troupeaux de Nara mais montrent que les éleveurs prennent soins des animaux qui restent autour des ménages pour les besoins de production laitière.

Le climat d'insécurité a perturbé la réalisation de la grande campagne de vaccination (octobre 2012 à mars 2013). Ce climat a également retardé l'installation des 5 Cabinets vétérinaires ruraux (CVR). Initialement prévue en 2012, cette installation a été effective dès mars 2013. Ainsi, les CVR ont participé partiellement à la campagne de vaccination du bétail 2012-2013.

Etant très récents, ces cabinets vétérinaires affichent encore un faible degré de fonctionnalité jugée par rapport à la rentabilité financière et au renouvellement du stock des médicaments; mais ils s'avèrent déjà d'une forte utilité pour les éleveurs et leur bétail ; en témoigne un taux relativement élevé de satisfaction des éleveurs. Les 5 CVR se montrent très disponibles et leur savoir faire se fait reconnaître à travers leurs prestations et appui/conseil aux éleveurs. Alors que les CVR sont encore dans leur première année d'exercice, dans un milieu préférentiellement tourné vers la tradi-thérapie, l'utilisation des produits vétérinaires de contrefaçon et l'automédication, l'accroissement des soins curatifs dispensés aux animaux démontre une bonne réceptivité des éleveurs par rapport aux soins vétérinaires modernes et une durabilité potentielle du réseau de santé animale de proximité. Ce changement de comportement

<sup>5</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

des éleveurs est de nature à améliorer sensiblement la couverture sanitaire du bétail et par conséquent, la productivité des troupeaux.

La femme rurale est reconnue être le pilier de la vie sociale et économique du ménage et sa charge de travail demeure encore très élevée. Dans la zone de Nara, il est reconnu que la femme participe activement aux sessions de formation sur la santé infantile et dans la conduite des actions génératrices de revenus (AGR). Dans ce contexte, les actions du projet n'ont pas d'incidence directe sur l'allègement de la charge de travail de la femme au sein du ménage. Cependant, via une augmentation de la production laitière, le pouvoir économique de la femme se retrouvera renforcé et par conséquent, elle pourra participer encore plus à la prise de décisions. En effet, dans tous les groupes socioprofessionnels, c'est la femme qui gère la production laitière.

Dans son rôle de gestionnaire du lait, la femme apporte des soins aux animaux de case ; ce qui améliore leur état général et par conséquent, leurs productions et productivité.

Les activités génératrices de revenus qu'exerce la femme varient selon les groupes ethniques : axées sur le petit commerce du lait chez les Peuls, sur le tissage chez les Maures et sur le maraîchage chez les agropasteurs. Le produit des AGR aide la femme à la diversification des denrées alimentaires de la famille et au paiement des soins de santé des enfants et à la préparation du trousseau de mariage de la jeune fille.

Au stade actuel, l'encadrement semble contribuer, mais d'une manière non encore significative, à l'amélioration de la condition socioéconomique de la femme.

Au cours de l'année 2013, 203 ménages vulnérables ont été dotés de noyaux de petits ruminants (chèvres ou moutons selon la préférence de chaque ménage) et d'un âne pour une traction asine. Ils recevront chacun une charrette en 2014 (après les procédures de marchés publics). Cette action est bien appréciée par les populations et les collectivités ; pour elles, il s'agit d'une excellente voie de réduction de la vulnérabilité car fondée sur un capital animal productif et une augmentation de la force de travail représentée par la traction asine.

Les ressources fourragères ne pouvant subvenir à eux seuls aux besoins nutritionnels des animaux, onze banques d'aliments bétails ont été construites dans les onze communes du cercle de Nara. Leur équipement et approvisionnement en fonds de roulement de départ (les premiers stocks d'aliments bétail et autres intrants alimentaires) seront réalisés en début d'année 2014 (les procédures y relatives ont commencé dès novembre 2013). C'est dire que les banques d'aliments bétail ne contribuent pas encore à l'amélioration des conditions alimentaires du bétail.

En somme, les actions mises en œuvre par le projet pour améliorer les conditions d'élevage sont correctement articulées et contribuent de façon conjuguée à l'amélioration de la productivité du bétail. En effet, la mise en place des cabinets vétérinaires ruraux et des éleveurs relais contribue à l'amélioration de la couverture sanitaire du bétail, l'opérationnalisation des banques d'aliments bétail permet une amélioration de l'alimentation du bétail. Ces deux actions viennent en complémentarité à celles d'amélioration des ressources pastorales pour une amélioration globale du développement de l'élevage dans le cercle de Nara.

La dotation de noyaux de petits ruminants à des ménages vulnérables constitue une voie privilégiée de lutte contre la pauvreté dans un contexte sahélien (où l'élevage est la première source de revenus et garant de la sécurité alimentaire) par le renforcement du capital animal productif et durable.



## 2.5 Performance de l'output 3

### 2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : La commercialisation des productions d'élevage est mieux organisée et plus rémunératrice						
Indicateurs		Valeur de la Baseline	Valeur année 2012	Valeur année 2013	Cible année 2013	Cible finale
IOV	Eléments de calcul					
23. La valorisation du bétail est améliorée grâce à la mise en œuvre d'un système. d'informations fiables sur la commercialisation accessible aux différents acteurs	(a) Degré de satisfaction des éleveurs / prix	88%	61%	78%	91%	95%
	(b) Efficacité du système d'information sur les prix	29%	55%	60%	38%	50%
24. L'écoulement et la valorisation du lait cru en hivernage sont confortés	(a) Nombre de mini-laiteries/centres de collecte	0,0	NA	0	0	7
	(b) Nombre de litres de lait collecté	0,0	NA	NA	NA	1750
	(c) Degré de satisfaction des éleveurs vis-à-vis de l'écoulement de lait en hivernage	25%	11%	18%	35%	50%
25. Les onze communes ont construit/réhabilité des infrastructures de commercialisation/abattage adaptées et les gèrent de manière efficace et transparente	(a) Nombre d'infrastructures construites	0	NA	0	5	43
	(b) Nombre d'infrastructures réhabilitées	0	NA	0	2	14
	(c) Taux de fonctionnalité (plusieurs critères sont cotés)	0%	NA	NA	30%	95%

N.A : non applicable.

### 2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Appui au développement de la filière lait			C	
2 Appui au développement de la filière bétail/viande			C	
3 Mise en place d'un fonds de crédit pour appuyer les opérateurs				D

### 2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Le projet est encore loin d'atteindre les valeurs cibles des indicateurs de cet output étant donné que les études sur « la situation de référence et propositions de stratégies de développement des filières animales (lait et bétail/viande) dans le cercle de Nara » ont pris du retard suite à l'insécurité qui prévaut dans la zone sahélienne depuis le début 2012. En effet, dans ce contexte il s'est avéré impossible de réaliser les enquêtes de terrain selon le programme initialement établi.

Conduites par l'IER, ces études ont pris fin en août 2013 et les rapports finaux ont été

déposés en octobre 2013. Pour chaque filière, elles ont proposé des stratégies adaptées et, le cas échéant, après concertation avec les acteurs. Compte tenu de l'état d'avancement global du projet, un plan d'action à court et moyen termes spécifique à chaque filière a été élaboré.

Pour la filière lait, ce plan d'action prévoit la sensibilisation et la formation de femmes transformatrices du lait pour susciter l'émergence d'une filière lait (car les maillons de cette filière sont inexistantes actuellement à Nara); dans un futur proche, ces groupements féminins se transformeraient en centres de collectes de lait qui approvisionneraient une laiterie centrale à Nara.

La capitalisation des expériences des laiteries de Koumantou, Ouelessebougou et de Kassela a permis de mieux comprendre le processus de mise en place et de fonctionnement des laiteries existantes.

Pour la filière bétail/viande, ce plan d'action envisage, la réhabilitation des infrastructures d'élevage communautaires déjà existantes (marchés à bétail, aires d'abattages etc.), la construction de 7 parcs de vaccinations polyvalents et la proposition de plans de construction de nouvelles infrastructures (abattoir semi-moderne, boucherie et centre de séchage des peaux à Nara). Aussi, des formations permettront la poursuite des sensibilisations déjà entamées sur la production d'animaux de qualité (engraissement au lieu de l'embouche) afin de diminuer le nombre d'intermédiaires dans la chaîne de valeur filière bétail/viande et l'augmentation de la plus value au niveau de l'éleveur.

Pour une bonne compréhension de la structuration de la filière bétail/viande, un voyage d'étude a été effectué au Maroc à l'occasion de la tenue de la 2<sup>ième</sup> édition du Salon des viandes rouges de Casablanca en décembre 2013 (du 3 au 7 /12).

Pour la mise en œuvre de ce plan, l'élaboration des dossiers pour les différentes prestations nécessaires sera réalisée au premier trimestre 2014 afin que les réalisations sur terrain puissent être effectives avant la fin de 2014.

Les enquêtes annuelles du système de suivi&évaluation révèlent que :

- (i) le lait est relativement abondant en saison des pluies, il devient une denrée rare en saison sèche ;
- (ii) la vente du lait n'est pas encore ancrée dans les habitudes des populations de Nara ; la majeure partie du lait traité est soit autoconsommée, soit donnée en don à des familles proches ou alors troquée contre des céréales et du sel de cuisine.
- Très peu de ménages effectuent la vente du lait. Les ménages qui réalisent la vente du lait, à un prix variant entre 200 et 350 FCFA le litre selon les saisons (moins cher en saison des pluies et plus cher en saison sèche), sont relativement satisfaits du prix.

Les mêmes enquêtes ont montré que les éleveurs connaissent bien le système d'information sur les prix du bétail au-delà des attentes du projet. Ce système utilise les radions locales comme relais. Dès lors, l'amplification de ce système fait aussi partie intégrante du plan à court et moyen termes du projet pour une véritable émergence de la filière bétail/viande.

Dans un contexte d'insécurité persistante les fonds initialement prévus pour le crédit, sur avis favorable de la SMCL (06 novembre 2013), ont été réorientés au renforcement d'autres activités plus opportunes. Cette option avait été déjà préconisée par une mission backstopping d'octobre 2012 après analyse des problèmes financiers de Kondo Jigima (seule IMF couvrant tout le cercle de Nara) et la situation d'insécurité.

## 2.6 Performance de l'output 4

### 2.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4: Les capacités des acteurs institutionnels locaux à collaborer pour appuyer le développement de l'élevage sont améliorées						
Indicateurs		Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2012	Valeur année 2013	Cible année 2013	Cible finale
IOV	Éléments de calcul					
26. Le protocole commun fixant les rôles respectifs des différents acteurs institutionnels dans le développement de l'élevage est fonctionnel	(a) Nombre de missions annuelles de suivi technique et de supervision de la DRPIA et de la DRSV	0	3	6	12	16
	(b) Taux d'application des recommandations en élevage par les CLOCSAD et CCOCSAD	0%	15%	25%	25%	60%
27. Le cadre de concertation sur l'élevage a permis de résoudre 75% des conflits et de mettre en œuvre un plan annuel réaliste de développement de l'élevage	(a) Taux de conflits résolus liés à l'élevage	0%	ND	50%	30%	50%
	(b) Taux de réalisation des actions d'élevage dans les PDESC des communes	18%	ND	28%	35%	40%
28. Les coopératives assument leurs rôles de défense des intérêts des éleveurs et de promotion de projets porteurs (X projets pertinents et viables proposés dont 60% sont financés à travers les IMF)	(a) Taux de fonctionnalité des sociétés coopératives accompagnées par le Projet	40%	43%	43%	50%	60%
	(b) % de projets pertinents élaborés par les SC et financés par les IMF	0%	ND	ND	30%	60%
	(c) % des femmes membres des sociétés coopératives couvertes par les IMF	5%	5%	5%	15%	25%
29. La CRA/DLCA partenaires du projet assument leurs missions d'encadrement et de suivi	Nombre de missions annuelles de suivi (cumulés)	0	2	7	15	20

N.D : valeur non déterminée

## 2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Renforcement des acteurs institutionnels dans leurs capacités à se coordonner pour mettre en place des politiques locales de développement en élevage			C	
2 Appui à la DRPIA pour l'exercice de son mandat dans le cercle de Nara		B		
3 Appui au SLPIA et aux UAPIA pour l'exercice de son mandat dans le cercle de Nara		B		
4 Appui aux services vétérinaires		B		
5 Appui aux communes		B		
6 Appui à la Délégation Locale de la Chambre Agriculture		B		
7 Appui à l'émergence et au renforcement des organisations des producteurs			C	
8 Appui au Développement de l'offre de produits financiers dans le cercle de Nara				D

## 2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Gelés depuis avril 2012, les appuis institutionnels ont redémarré suite à la tenue de la réunion du Comité Spécial des Partenaires (coopération Belgo-malienne) du 23 avril 2013. C'est ainsi que le projet a remis en œuvre ses accords avec les acteurs institutionnels locaux (DRPIA, DRSV, CRA/DLCA) et les appuis aux collectivités locales et l'administration. Les résultats acquis sont satisfaisants par rapport aux indicateurs prévus : la DRSV et DRPIA ont réalisé chacune 3 missions sur 4 prévues sur l'année ; tandis que la CRA/DLCA en a réalisé 5 sur 4 initialement prévues.

Les services déconcentrés sur terrain à Nara (SLPIA, UAPIA et SV) contribuent de manière soutenue aux activités du projet, chacun selon le domaine de sa mission régaliennne.

Grâce aux appuis du projet, les services étatiques affirment avoir acquis de bonnes capacités d'intervention, de fonctionnement et d'encadrement sur le terrain comme le font ressortir les ateliers annuels de bilan et de planification tenus par la DRPIA et la DNPIA.

En complément au matériel informatique remis en 2011, les communes ont encore bénéficié d'appuis en matériel de bureau ; celui-ci leur a été remis symboliquement à travers le Préfet du cercle lors de la visite du Ministre en charge de l'élevage, le 04 juillet 2013. Ces appuis permettent à l'administration et aux collectivités la tenue des CLOCSAD, CCOCSAD et des plates formes de gestion des conflits à tous les niveaux.

Lors de la tenue du CLOCSAD, le 29 juin 2013, les collectivités ont ressorti les actions du domaine de l'élevage déjà prises en compte dans leurs PDSEC respectifs.

Aussi, au cours de cette année 2013, les conflits ont été recensés et la plupart ont été résolus à la base.

Grâce aux appuis aux collectivités, on constate une nette amélioration dans la préparation et la tenue des cadres de concertation à tous les niveaux (communes et cercle).

Le projet n'ayant pas pu mettre en œuvre les fonds de crédit initialement prévus, à cause de l'insécurité, son incidence demeure très faible sur le nombre de femmes membres des sociétés coopératives couvertes par les IMF et le nombre de projets pertinents soumis aux IMF par des promoteurs.

Les organisations de producteurs de Nara ont fortement besoin d'un appui technique et organisationnel ; celui-ci devrait être apporté par la DLCA qui, aujourd'hui, accuse une faible capacité en ressources humaines et n'a pas de siège propre. A cet effet, le projet a bouclé le processus de marché public pour la construction du siège de la DLCA à Nara ; les travaux démarreront le 15 janvier 2014 à Nara. Ainsi, la DLCA de Nara va être dotée d'une infrastructure durable pour son fonctionnement.

Les autres appuis du projet au fonctionnement de la CRA et de la DLCA leur ont déjà permis un renforcement des capacités opérationnelles sur terrain ; ainsi, grâce au projet, en 2013, une soixantaine d'OP du domaine du développement rural ont bénéficié de formations sur la vie associative et la gestion. Ces OP entament une réelle dynamique d'accomplissement de leurs missions spécifiques à la satisfaction de leurs membres.

## 2.7 Performance de l'output 5

### 2.7.1 Progrès des indicateurs

Output 5 : Un programme de préservation et de sélection du zébu Maure est initié.						
Indicateurs		Valeur de la Baseline	Valeur année 2012	Valeur année 2013	Cible année 2013	Cible finale
IOV	Eléments de calcul					
30. Une cellule en matière d'amélioration génétique est opérationnelle au sein de la DNPIA	Taux de fonctionnalité de la cellule	0%	NA	35%	35%	70%
31. Des dispositions légales en matière d'amélioration génétique sont élaborées et adoptées	Nombre de textes réglementaires adoptés	1	1	1	1	3
32. 48 éleveurs sélectionneurs (ES) participent activement au Programme de Sélection	(a) Nombre d'éleveurs sélectionneurs	0	52	53	40	50
	(b) Nombre de taureaux améliorateurs introduits	0,0	0	37	50	60
	(c) Nombre de vaches couvertes	0	1185	1198	2000	2500
33. Le nombre de vaches d'élite appartenant à des femmes représente au moins 30% des troupeaux. En 2014, au moins 50 femmes sont touchées par le PAG et en tirent des bénéfices	(a) Nombre de femmes disposant d'animaux couverts par le programme d'amélioration génétique	0	1	94	40	50
	(b) Taux de vaches d'élite appartenant aux femmes	0%	8%	9,4%	15%	30%

NA : non applicable car la cellule d'amélioration génétique n'existait pas encore en 2012.

N.B : les éleveurs sélectionneurs le sont encore à titre initial

### 2.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Appui à la DNPIA pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'amélioration génétique		B		
2 Initier un programme participatif de sélection de Zébu Maure en milieu ouvert			C	
3 Mettre en œuvre le programme de sélection en milieu ouvert			C	
4 Mettre en place les unités de testage dans les sites retenus	Activité non retenue dans la stratégie adoptée			
5 Mettre en place un programme de lutte contre la consanguinité		B		
6 Soutien à la coordination des acteurs et à la diffusion du zébu Maure				D

### 2.7.3 Analyse des progrès réalisés

La reprise des appuis institutionnels en avril 2013 a sonné le début de l'organisation des ateliers de renforcement des capacités des cadres de la DNPIA dans les domaines de la sélection animale et de l'organisation des éleveurs de races. Ces ateliers constituent un préalable à l'élaboration participative, d'une stratégie nationale d'amélioration génétique des races locales.

Ces ateliers ont permis une harmonisation des connaissances des processus et des contraintes de la sélection animale et ont suscité la création, au sein de la DNPIA, d'une Cellule d'amélioration génétique. Mise en place en mai 2013, cette cellule est déjà opérationnelle. Elle est appuyée par le projet pour son fonctionnement. Cette cellule constitue un préalable à la mise en place d'un service national d'amélioration génétique qui pourra aussi s'appeler « service de gestion des ressources zoo génétiques nationales ».

Le processus de sélection du zébu Maure sur terrain selon une stratégie opérationnelle adoptée en 2011, a débuté par des missions de sensibilisation sur la lutte contre la consanguinité et les effets liés à l'introduction de taureaux améliorateurs, le choix d'éleveurs sélectionneurs volontaires et les perspectives de leur organisation. A la fin de l'année 2013, 53 éleveurs sont opérationnels et 37 d'entre eux ont déjà introduit de nouveaux taureaux pour lutter contre la consanguinité et améliorer les performances des troupeaux. Il s'agit d'un changement de comportement significatif dans un milieu où c'est le fils du taureau qui est généralement choisi comme futur géniteur du même troupeau.

En termes absolus d'éleveurs sélectionneurs inscrits à titre initial, il y a eu peu d'évolution entre 2012 et 2013 car il a fallu, par plusieurs actions, consolider les premiers éleveurs sélectionneurs avant de confirmer la liste d'attente de nouveaux. Ces actions s'inscrivent dans les mesures d'accompagnement aux éleveurs sélectionneurs approuvées par le Comité de sélection en novembre 2011. Ces mesures sont notamment l'organisation des tests de tuberculose et de brucellose, la dotation des éleveurs en matériel zoo sanitaire et la formation sur son utilisation, l'octroi des primes à l'introduction de nouveaux taureaux etc. Tous les éleveurs ont accepté de sortir les animaux testés positifs à la tuberculose et/ou à la brucellose afin d'avoir des troupeaux sains.

Dans des élevages où la pratique de la consanguinité est la règle, les changements de conduite des troupeaux consentis par les éleveurs sélectionneurs constituent une avancée remarquable favorable à la mise en œuvre du programme de sélection et à l'amélioration des productions et de la productivité des troupeaux.

La taille des troupeaux du programme de sélection varie entre 15 et 30 vaches par éleveur. Dans ces troupeaux, certains animaux appartiennent aux femmes bien que les troupeaux soient déclarés propriétés des hommes. Dans un milieu polygame, il est aisé de comprendre que le nombre de femmes possédant quelques animaux au sein des troupeaux de sélection soit nettement supérieur au nombre d'éleveurs sélectionneurs. Ce facteur est de nature à amplifier la couverture des femmes par le programme de sélection.

La participation explicite des femmes au programme de sélection est un facteur très favorable à sa mise en œuvre effective car, au sein des organisations paysannes, elles sont reconnues plus assidues à la réalisation de leurs missions que les hommes.

Pour asseoir un programme de sélection durable et centré sur les bénéficiaires, les éleveurs sélectionneurs participent au contrôle des performances de leurs animaux (suivi zootechnique, contrôle laitier et croissance des jeunes) et connaissent déjà un début

d'organisation par terroir. Compte tenu du cycle biologique du bovin (au moins 4 ans entre génération), les troupeaux des éleveurs sélectionneurs n'ont pas encore produit de taurillons pour diffusion.

En somme, le renforcement des capacités des cadres de la DNPIA favorise la convergence des vues pour l'élaboration participative d'une stratégie d'amélioration génétique ; celle-ci est prévue, pour 2014. C'est cette dernière qui guidera dorénavant la mise en œuvre de tous les projets d'élevage.



## 2.8 Thèmes transversaux

### 2.8.1 Genre

Au sein de la famille, l'homme et chef du ménage apparaît toujours comme le propriétaire du troupeau bovin ; cependant, des animaux peuvent appartenir à la femme. Dans un contexte de polygamie, au sein d'un même troupeau, une bonne proportion d'animaux peut appartenir aux femmes du chef de ménage. D'après nos investigations sur le terrain, à partir de 53 troupeaux du programme de sélection, le projet touche déjà 94 femmes, c'est-à-dire les épouses des éleveurs sélectionneurs. C'est dire que tout en travaillant avec les hommes, on touche de manière directe les femmes.

Aussi, le projet cherche à savoir si les femmes sont propriétaires de troupeaux entiers pour intégrer le programme de sélection. Au terme de l'année 2013, 4 femmes figurent parmi les 53 éleveurs sélectionneurs, soit une représentativité féminine d'environ 8%. Bien que jugée très faible, cette représentativité est encourageante dans ce contexte sahélien où tout le patrimoine familial demeure encore l'apanage de l'homme. Aussi, à l'intérieur des troupeaux déclarés appartenir aux éleveurs sélectionneurs, une fraction parfois non négligeable appartient à la femme et/ou aux femmes du ménage (en cas de polygamie).

Bien que les animaux sont socialement reconnus propriété de l'homme, le fruit de la traite des vaches appartient à la femme qui en décide majoritairement l'usage : l'autoconsommation, le don, le troc ou la vente. La femme utilise le lait pour améliorer la ration alimentaire des enfants (lait pasteurisé, lait caillé, le ghee, le beurre etc.) ; par le troc, la femme diversifie les denrées alimentaires du ménage. A cet effet, c'est généralement en saison sèche que le troc du lait contre le mil prédomine.

Aussi grâce à la vente du lait, généralement confiée à la femme, on obtient des revenus pour diversifier l'alimentation de la famille et le pouvoir de prodiguer des soins aux enfants. C'est donc dire qu'au sein de la famille, l'élevage participe d'une manière substantielle à l'amélioration des conditions sociales de la femme et de l'enfant.

D'une manière générale, la femme constitue le pilier du système productif du ménage.

Dans la mise en œuvre des appuis aux ménages les plus vulnérables, une attention particulière est accordée à la femme seule et chef de ménage (43/203 soit 21%) et aux familles pauvres avec une ou des personnes handicapées.

Dans son diagnostic de base, le projet a intégré un indicateur pour mieux appréhender l'amélioration des conditions de vie de la femme rurale (Indicateur n°20).

Tout particulièrement, dans son plan d'action filière lait élaboré en 2013 pour les années à venir, le projet a mis l'accent sur le soutien à des groupes de femmes transformatrices du lait. Ce soutien consistera en formations, en équipements et en suivi. Progressivement, ces groupes de femmes devraient s'ériger en gestionnaires de centres de collecte du lait partenaires de la future laiterie de Nara.

Dans cette perspective de construction d'une laiterie à Nara, le projet a d'ores et déjà intégré, depuis les études conduites en 2011, l'augmentation du débit de l'adduction de l'eau potable de cette ville. Cette laiterie augmentera les opportunités de vente du lait par les femmes tout en favorisant sa consommation par les hommes et les enfants.

## 2.8.2 Environnement

La mise en œuvre du projet accorde une attention toute particulière à la préservation et à l'amélioration des écosystèmes pâturés et s'inscrit dans la stratégie du Ministère en charge de l'Élevage et de la Pêche en matière d'aménagements pastoraux. C'est à ce titre qu'il s'associe aux services des Eaux et forêts et les Collectivités pour mener auprès des populations des campagnes annuelles portant sur la formation environnementale et la lutte contre les feux de brousse. La lutte contre les feux de brousse participe à la mise en œuvre de la Charte pastorale.

La sensibilisation sur la lutte contre les feux de brousse est menée au sein des périmètres pastoraux et en dehors de ceux-ci afin de préserver le maximum de ressources fourragères disponibles chaque année pour le bétail. Les populations et les collectivités locales apprécient cette action et se l'approprient, en témoignent les résultats spectaculaires enregistrés : de 180.000 ha de sols brûlés, on est à près de 2000 ha seulement en 2013 en passant par 42.000ha en 2011 et 5.000 ha en 2012.

Débutée au cours de 2013, la conduite du processus d'études visant la récupération des sols dégradés aboutira à des actions d'amélioration de la couverture végétale (arbustive et herbacée) et donc, contribuera à l'enrichissement du cortège floristique naturel. Ce couvert végétal constitue un frein naturel à l'érosion hydrique et améliore l'infiltration des eaux de surface dans le sol pour alimenter les nappes phréatiques et aquifères. Ce sont ces eaux souterraines qui alimentent les puits et les forages pour l'abreuvement des troupeaux.

Les actions de réhabilitation de périmètres pastoraux et de renforcement des capacités des sociétés coopératives bénéficiaires, entreprises depuis avril 2013, contribuent à la bonne gestion des biomasses herbacées et des eaux aquifères au profit du bétail. Un contrôle régulier de la présence relative des espèces appréciées serait une étape nouvelle dans la gestion de ces espaces aménagés.

La réhabilitation des périmètres pastoraux permet une stabilisation des troupeaux et par conséquent une réduction relative du déplacement des troupeaux.

## 2.9 Gestion des risques

Identification des risques		Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque		Statut
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	
L'insécurité dans toute la zone sahélienne rend difficile le suivi rapproché des actions du projet sur le terrain	Depuis 2010 et risque exacerbé dès le 19 janvier 2012 avec les attaques rebelles, mais aujourd'hui atténué avec l'intervention de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA).	Risque de développement	Moyen	Moyen	B	Délocalisation de l'ATI à Bamako	UAC	-	Suivi permanent de l'évolution de la situation sur le terrain	Ouvert
						Limitation des déplacements sur le terrain	UAC	-	Déplacements après concertation avec les autorités administratives et de sécurité de Nara	
Une pluviométrie insuffisante peut causer un faible remplissage des mares pérennes et une faible production fourragère induisant d'importants mouvements des troupeaux (transhumance)	En début de saison pluies	Risque de développement	Moyenne	Fort	C	Gardiennage du siège du projet à Nara et du logement de l'ATI par des éléments de la Garde Nationale.	UAC	-	Sécurisation du siège assurée par la Garde Nationale (jour et nuit)	Ouvert
						Retour des véhicules au siège à Nara ou à Bamako avant la tombée de la nuit	UAC	-	Les missions évitent au maximum les retours tardifs	
						Achat du matériel de communication (téléphones satellitaires)	UAC	-	1 kit est opérationnel	
						Contractualisation d'un bureau local de contrôle/surveillance pour les travaux d'aménagements	UAC	-	CSC à élaborer pour chaque marché de travaux sur terrain	
Une trop forte concentration de criquets pèlerins peut provoquer des mouvements d'essaims sur les cultures et les pâturages induisant	Début de l'hivernage et de période récoltes	Risque de développement	Faible	Faible	A	Suivi des informations du système d'alerte Précoce (SAP) du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)	R2	Début et pendant la saison des pluies	Permanent	Ouvert
						Suivi des informations du système d'alerte de l'Office de Protection des Végétaux (OPV). Suivi des informations du Système d'Alerte Précoce (SAP)	UAC		Activité permanente en début et pendant l'hivernage Activité permanente en début et pendant l'hivernage	Ouvert

d'importants dégâts voire des famines pour les hommes et les troupeaux						du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) Observations des populations et des migrations des criquets sur terrain par d'autres services techniques	UAC			Activité permanente en début et pendant l'hivernage		
Les feux de brousse peuvent ravager les pâturages naturels induisant ainsi des famines pour le bétail	Pendant la saison sèche	Forte	Risque de développement	Forte	moyen	C		Pastoraliste	Début saison des pluies	Se réalise toujours en début de la saison sèche en partenariat avec le Service des Eaux et Forêts.	Ouvert	
								Pastoraliste	Début saison des pluies	Se réalise toujours en début de la saison sèche en partenariat avec le Service des Eaux et Forêts.		
								Pastoraliste		Panneaux pérennes		
La présence des médicaments vétérinaires issus de la fraude et de la concurrence déloyale qui affecte négativement le fonctionnement et la rentabilité des CVR	Permanent	Forte	Risque de développement/	Forte	Moyen	C		Vétérinaire	Permanent	Sensibilisation des services vétérinaires et de la Gendarmerie sur la fraude et la contre façon.	Ouvert	
La réticence des agents des services vétérinaires étatiques à abandonner la pratique des actes relevant du mandat sanitaire affecte négativement le fonctionnement et la rentabilité des CVR	En début d'installation des CVR	Faible	Risque de développement/	Faible	Faible	A		Vétérinaire	Permanent	Sensibilisation des services vétérinaires étatiques sur leur mission régalière et le mandat des vétérinaires privés.	Ouvert	
Les lenteurs administratives dans la gestion des DAO et des Accords d'exécution affectent négativement les performances du projet	En 2013	Moyenne	Risque de développement	Moyenne	Fort	C		UAC	Janvier 2014	Elaboration de la liste de tous les marchés 2013	Ouvert	
								UAC	Janvier 2014	Partage des tâches pour alimenter les nouveaux cercles de développement		
								UAC	Février 2014	Conclusion d'un accord de partenariat sur le partage des responsabilités (exécution d'activités et finances).		

facteur défavorable à leur bon fonctionnement et ainsi, hypothèque leur durabilité	En 2013	Risque de développement	Faible	Fort	C	des OP	Accroître la sensibilisation au niveau du CTOS	UAC	UAC	UAC	UAC	A chaque réunion CTOS		
							Mise en place d'un cadre de concertation de concertation des acteurs de la santé animale	UAC	UAC	UAC	UAC	Réunions périodiques		
							Appui matériel aux CLOCSAD et CCOSAD	UAC	UAC	UAC	UAC	Appui au fonctionnement		
							Contrôle des Comités de gestion des communautés par les collectivités via des cahiers de charges spécifiques	Collectivités	Collectivités	Collectivités	Collectivités	Evaluation périodique des comités de gestion		
							Renforcement des capacités des conseils communaux	Projet DRPIA DRSV CRA				Tenue des ateliers thématiques de renforcement des capacités		

## 3 Pilotage et apprentissage

### 3.1 Réorientations stratégiques

Comme constaté par la récente mission d'évaluation à mi-parcours (novembre 2013) et le présent rapport, le projet se trouve à 70% du temps de sa mise en œuvre tout en ayant mobilisé seulement 39% de son budget total. Bien que cette situation soit inhérente à des causes externes objectives et connues (retard dans le démarrage, suspension des activités de terrain et gel des appuis institutionnels à cause de la guerre au Nord du pays), elle doit néanmoins conduire à de profondes réflexions en vue de trouver des stratégies idoines pour une atteinte totale des résultats du projet avant la fin de sa Convention spécifique (07 décembre 2015).

Ce constat avait été aussi relevé par l'équipe du projet. A cet effet, une note technique a été rédigée pour alimenter la réunion extraordinaire de la SMCL, le 06 novembre 2013. Cette SMCL a approuvé l'harmonisation de la durée du projet avec celle de la convention spécifique. Le comité de Partenaire du 16 janvier 2014 a pris acte et approuvé cette décision. C'est dire que, au lieu d'être clôturé en avril 2015, la clôture du projet aura lieu au plus tard en décembre 2015. Aussi, la SMCL a approuvé les réaménagements budgétaires nécessaires à cet effet. La programmation physique et financière du projet doit tenir compte de cette nouvelle donne.

Alors que le Coresponsable et le Chef de projet formaient, sur terrain à Nara, un tandem pour une bonne maîtrise du personnel et des activités sur le terrain, depuis janvier 2012, le Coresponsable et les responsables administratifs et financiers restent délocalisés à Bamako. Cette délocalisation du coresponsable et des responsables administratifs et financiers à Bamako a fort affecté la réalisation des activités en temps réel et augmenter certaines charges de fonctionnement. Pour pallier, en partie, cette situation, de manière permanente, dès janvier 2014, au moins un membre de l'équipe administration et finances sera redéployé à Nara.

La mise en œuvre du projet a déjà démontré que le volume de certaines activités dépasse les capacités d'une seule personne et exige des expertises complémentaires. Il s'agit notamment du suivi des cabinets vétérinaires ruraux (CVR), des banques d'aliment bétail (BAB), des ménages vulnérables appuyés par le projet, des comités de gestion des infrastructures communautaires réhabilités et/ou mis en place par le projet (périmètres pastoraux, sols dégradés récupérés etc.). Depuis octobre 2013, le projet a initié des échanges pour développer des synergies avec le consortium d'ONG (VSF-B et ICD) pour la mise en œuvre de ces activités. Ce consortium possède une expertise pour assurer le suivi, l'accompagnement et d'évaluation des bénéficiaires de ces activités. Le consortium VSF-B/ICD effectuera ces missions dans le cadre du grand projet du Fonds belge pour la sécurité alimentaire dans les cercles de Niore du Sahel et de Nara.

Les ateliers de renforcement des capacités des cadres de la DNPIA dans l'optique de l'élaboration participative d'une stratégie d'amélioration génétique ont dégagé plusieurs recommandations dont certaines connaissent déjà une mise en application à l'instar de la création d'une Cellule d'amélioration génétique. C'est donc dire que l'ATI-appui DNPIA va dorénavant bénéficier, pour des actions sur le terrain, de l'appui de la Cellule d'amélioration génétique.

Aussi, il est apparu opportun de nouer une relation de partenariat avec le Maroc car ce pays possède un contexte d'élevage semblable à celui du Mali, et a déjà développé une stratégie d'amélioration génétique du bétail national . Ainsi, un accord cadre de

coopération entre les deux structures étatiques en charge de l'amélioration génétique est envisagé. Cet accord facilitera les échanges d'expertises pour soutenir l'élaboration participative de la stratégie nationale d'amélioration génétique du Mali.

D'autres analyses émanent de la mission d'évaluation à mi-parcours : il s'agit de rechercher des mécanismes idoines (i) pour amener les comités de gestion des périmètres pastoraux à mutualiser leurs capacités organisationnelles et financières pour assurer une bonne maintenance des infrastructures d'exhaure, (ii) de consolidation des comités de gestion des banques d'aliment bétail pour des économies d'échelle dans les commandes d'intrants et (iii) pour une mise en place d'une garantie bancaire solidaire par les Cabinets vétérinaires ruraux..

D'autre part, pour la durabilité de ses actions, le projet doit s'inscrire dans une nouvelle démarche de production de notes techniques pour alimenter la conception du programme indicatif de coopération (PIC) à venir.

### 3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
<i>Description des recommandations</i>	<i>L'acteur responsable de la (dés)approbation de la recommandation</i>	<i>p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1</i>
Limiter la période d'attribution des marchés publics à janvier 2015	UAC	Q1_2015
Evaluer les Accords d'exécution et harmoniser leur durée avec celle du projet	Socio économiste	Q1_2014
Evaluer les contraintes des marchés publics rencontrées en 2013 et prendre des stratégies plus appropriées pour 2014	UAC et Chargé des marchés publics	Q1_2014
Redéployer l'équipe administration/finances sur Nara	UAC et RAF's	Q1_2014
Développer des synergies d'action avec VSF-B/ICD	UAC, VSF-B/ICD, Vétérinaire, Socioéconomique et RAF'S	Q1_2014
Appuyer le fonctionnement de la Cellule d'amélioration génétique de la DNPIA et la mise en œuvre du futur partenariat avec le Maroc en matière d'amélioration génétique	ATI-DNPIA, DNPIA, Cellule AG, UAC, les Ministères en charge de l'élevage du Mali et du Maroc	Q2_2014

Clarifier les rôles et responsabilités des comités de gestion des infrastructures communautaires d'élevage	Socio économiste, CRA/DLCA, VSF-B/ICD, ATI-DNPIA	Q3_2014
--	--	---------

### 3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
La coexistence, au sein d'un même projet, d'un personnel national avec des régimes salariaux différents peut créer des tensions sociales (personnel affecté par le ministère de tutelle ne bénéficiant pas d'assurance médicale, de treizième mois, d'un niveau de salaire relativement bas ; et le personnel recruté par la CTB bénéficiant d'une série d'indemnités mais d'une faible stabilité d'emploi).	Siège CTB, Représentation CTB, Pays partenaire, Projets
La cogestion constitue un cadre d'épanouissement et d'apprentissage de la coresponsabilité et de la bonne gestion de la chose publique pour le personnel national pour autant qu'il se l'approprie. Malheureusement, la plupart des membres de ce personnel perçoit les procédures de gestion belges comme une contrainte et non comme une opportunité d'apprentissage.	Siège CTB, Représentation CTB, Pays partenaire, Projets
Le processus de sélection animale en région tropicale met en œuvre des directives contraignantes et souvent contraires aux pratiques traditionnelles ancrées dans les mentalités. Aussi, la sélection sur les gros ruminants devrait tenir compte de leur cycle biologique long. Dès lors, les projets devraient être formulés sur une période d'environ 15 ans avec des phases solidaires dans le temps.	Siège CTB, Représentation CTB, Pays partenaire, Projets
Les appuis en nature aux ménages les plus vulnérables (exemple les petits ruminants) sont d'une réelle utilité pour la population par rapport aux donations en argent (cash transfert). Les petits ruminants constituent un capital productif durable alors que l'argent est aperçu comme une recette à mobiliser immédiatement, ses effets sont éphémères.	Siège CTB, Représentation CTB, Pays partenaire, Projets



## 4 Annexes

### 4.1 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		A	B	C	D
			X		
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>					
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant			

		possible.
	<b>C</b>	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>		
	<b>A</b>	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	<b>B</b>	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	<b>C</b>	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	<b>D</b>	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>		
	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

<b>3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
<b>Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
		<b>X</b>		
<b>3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?</b>				
	<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	<b>D</b>	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
<b>3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?</b>				
	<b>A</b>	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		

X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

**4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		

**4.1 Durabilité financière/économique ?**

	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

**4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?**

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

**4.3 Quels sont les niveaux d'appui politique fournis et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?**

	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

**4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?**

	<b>A</b>	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

## 4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre						Action		Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Dans le cadre logique, harmoniser les chiffres des IOV avec ceux repris dans les politiques nationales d'élevage.	04Avril 2013	immédiat	Rapports DNPIA	Suivi&évaluation	Revoir les valeurs cibles de certains IOV	Suivi&évaluation	Déc 2013	réalisé	Fermé
Faire parvenir le compte rendu aux membres dans un délai de 15 jours	04Avril 2013	immédiat	Projet	Projet	Diligence dans la rédaction des comptes rendus	UAC	15 jours après chaque SMCL	A prendre en compte à chaque SMCL	En cours
Préciser les délais de réalisation des activités dans la programmation afin de mieux baliser le timing des tâches à effectuer	04 Avril 2013	Immédiat	Projet	Projet	Sensibilisation de l'équipe technique du projet	UAC		En cours	En cours

<p>Limiter la date d'attribution des marchés publics au 30 janvier 2015 et entamer le processus de clôture du projet dans les délais réglementaires (6 mois avant la fin de la Convention spécifique).</p>	<p>06 Nov 2013</p>	<p>2014-2015</p>	<p>Projet</p>	<p>Projet, CTB, DNPIA</p>	<p>Suivi rapproché de la planification des activités, des marchés, des accords d'exécution et des contrats du personnel</p>	<p>UAC</p>	<p>Janvier 2015</p>	<p>En cours</p>	<p>En cours</p>
<p>Prolongation de l'appui institutionnel à la DNPIA jusqu'en fin 2014 voir 2015 sous réserve de la disponibilité financière</p>	<p>06 nov 2013</p>	<p>Immédiat</p>	<p>Projet</p>	<p>Projet, CTB, DNPIA</p>	<p>Prolongation Contrat, élaboration et approbation du programme 2015 de l'appui DNPIA</p>	<p>UAC, ATI-DNPIA, CTB, DNPIA, ATI</p>	<p>Septembre 2014</p>	<p>Contrat prolongé 2014</p>	<p>En cours</p>

### 4.3 Cadre logique mis à jour

Le cadre logique n'a pas été amendé.

### 4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Les indicateurs N°4, 5, 6 et 7 qui étaient initialement au niveau de l'Objectif spécifique sont dorénavant inscrits au niveau de l'Objectif global.
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	OUI (février 2014)
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Février 2014
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Décembre /2015 (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Juillet 2013

## 4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

### Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLJ0902811

Project Title : Zébu Maure

Budget Version : E1

Currency : EUR

YTM :

Year to month : 31/12/2013

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

Status	Fin Mode	Amount	Start to 2009	2010	2011	2012	Expenses	Total	Balance	% Exec
<b>A</b>		<b>4.895.375,00</b>		<b>9.151,53</b>	<b>283.861,82</b>	<b>366.709,76</b>	<b>854.055,36</b>	<b>1.513.778,44</b>	<b>3.391.596,56</b>	<b>31%</b>
		<b>1.889.060,00</b>		<b>8.222,21</b>	<b>10.636,79</b>	<b>22.390,53</b>	<b>245.314,12</b>	<b>266.563,64</b>	<b>1.602.516,36</b>	<b>15%</b>
	COGES	<b>1.562.839,00</b>		<b>8.222,21</b>	<b>1.017,87</b>	<b>510,15</b>	<b>216.592,23</b>	<b>226.342,26</b>	<b>1.326.596,74</b>	<b>15%</b>
	COGES	<b>273.377,00</b>			<b>9.487,76</b>	<b>21.880,38</b>	<b>28.721,89</b>	<b>60.090,05</b>	<b>213.286,95</b>	<b>22%</b>
	COGES	<b>62.764,00</b>			<b>131,33</b>		<b>0,00</b>	<b>131,33</b>	<b>62.632,67</b>	<b>0%</b>
		<b>878.687,00</b>		<b>19.248,56</b>	<b>17.104,63</b>	<b>17.104,63</b>	<b>341.751,42</b>	<b>377.104,50</b>	<b>601.562,20</b>	<b>43%</b>
	COGES	<b>77.615,00</b>					<b>296,17</b>	<b>296,17</b>	<b>77.318,83</b>	<b>0%</b>
	COGES	<b>96.120,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>96.120,00</b>	<b>0%</b>
	COGES	<b>125.639,00</b>			<b>13.634,27</b>	<b>5.923,33</b>	<b>72.670,96</b>	<b>92.226,56</b>	<b>33.410,44</b>	<b>73%</b>
	COGES	<b>268.048,00</b>			<b>4.614,29</b>	<b>9.700,45</b>	<b>200.446,73</b>	<b>214.761,47</b>	<b>73.286,53</b>	<b>75%</b>
	COGES	<b>261.266,00</b>				<b>1.481,04</b>	<b>68.337,56</b>	<b>69.818,60</b>	<b>221.446,40</b>	<b>24%</b>
	COGES	<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0%</b>
		<b>349.558,00</b>			<b>40.255,89</b>	<b>776,58</b>	<b>19.771,53</b>	<b>60.803,79</b>	<b>288.754,21</b>	<b>17%</b>
	COGES	<b>167.722,00</b>			<b>20.410,26</b>	<b>449,72</b>	<b>8.448,21</b>	<b>26.308,19</b>	<b>138.413,81</b>	<b>17%</b>
	COGES	<b>181.836,00</b>			<b>19.845,43</b>	<b>326,86</b>	<b>11.323,32</b>	<b>31.495,60</b>	<b>150.340,40</b>	<b>17%</b>
	COGES	<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0%</b>
		<b>865.708,00</b>			<b>201.881,64</b>	<b>119.046,13</b>	<b>67.064,74</b>	<b>367.962,40</b>	<b>297.716,60</b>	<b>57%</b>
	COGES	<b>71.812,00</b>			<b>47.848,13</b>	<b>304,90</b>	<b>2.272,98</b>	<b>50.426,01</b>	<b>21.386,69</b>	<b>70%</b>
	COGES	<b>159.483,00</b>			<b>63.207,93</b>	<b>32.342,73</b>	<b>28.770,96</b>	<b>124.321,51</b>	<b>35.161,49</b>	<b>78%</b>
	COGES	<b>162.349,00</b>			<b>85.022,40</b>	<b>22.320,51</b>	<b>25.055,18</b>	<b>132.368,09</b>	<b>59.650,91</b>	<b>68%</b>
	REGIE	<b>2.567.778,00</b>		<b>267.444,66</b>	<b>234.680,81</b>	<b>474.666,96</b>	<b>412.365,42</b>	<b>1.409.157,84</b>	<b>1.158.620,16</b>	<b>55%</b>
	COGEST	<b>6.432.222,00</b>		<b>27.519,99</b>	<b>449.046,66</b>	<b>329.255,78</b>	<b>922.661,58</b>	<b>1.728.463,90</b>	<b>3.703.738,10</b>	<b>32%</b>
	TOTAL	<b>8.000.000,00</b>		<b>314.964,66</b>	<b>683.727,38</b>	<b>803.922,73</b>	<b>1.335.027,00</b>	<b>3.137.641,74</b>	<b>4.862.358,26</b>	<b>39%</b>





## Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI0902811

Project Title : **Zébu Maure**

Budget Version : **E1**

Currency : **EUR**

YTM :

Year to month : 31/12/2013

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2009	2010	2011	2012	Expenses		Balance	% Exec
								Total	%		
04 Appui aux services vétérinaires		COGES	43,011.00			3,833.18	4,575.18	4,912.06	13,420.42	29,590.58	31%
05 Appui aux communes		COGES	0.00					0.00	0.00	0.00	0%
06 Appui à la Délégation Locale de la CRA		COGES	75,228.00			602.11	1,457.83	6,053.56	8,113.50	87,114.50	11%
07 Appui à l'émergence du secteur associatif		COGES	86,104.00			1,267.88	323.00	0.00	1,590.88	84,513.12	2%
08 Appui aux Institutions de Micro-finance		COGES	0.00					0.00	0.00	0.00	0%
09 Motos SLPIA/UAPIA et SV		REGIE	57,722.00				57,721.89	0.00	57,721.89	0.01	100%
05 Un programme de préservation et de			1,092,341.00		929.32	12,839.24	207,391.70	180,153.55	401,313.81	691,027.19	37%
01 Assistant technique international/Appui à la		REGIE	737,913.00		929.32	5,731.38	172,028.54	152,733.35	331,422.59	406,420.41	45%
02 Sélection des sites favorables et organisation		REGIE	0.00					0.00	0.00	0.00	0%
03 Mise en place des Unités de Testage		COGES	0.00					0.00	0.00	0.00	0%
04 Maître en place le programme de sélection		COGES	177,265.00			7,107.86	35,363.16	27,420.20	69,891.22	107,373.78	39%
05 Coordination et diffusion		COGES	55,203.00					0.00	0.00	55,203.00	0%
06 Camion vétérinaire		REGIE	121,960.00					0.00	0.00	121,960.00	0%
<b>X RÉSERVE BUDGÉTAIRE</b>			<b>120,194.00</b>					<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>120,194.00</b>	<b>0%</b>
01 Réserve budgétaire			120,194.00					0.00	0.00	120,194.00	0%
01 Réserve budgétaire COGESTION		COGES	95,194.00					0.00	0.00	95,194.00	0%
02 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	25,000.00					0.00	0.00	25,000.00	0%
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>			<b>2,984,431.00</b>		305,813.12	398,865.87	437,212.97	480,971.64	1,523,863.30	1,360,567.70	54%
01 Frais de personnel			1,620,635.00		140,262.65	230,697.53	277,040.24	275,188.18	923,163.59	697,447.41	57%
01 Assistant technique		REGIE	1,029,429.00		134,197.02	147,622.42	174,491.35	166,483.72	622,794.51	406,634.49	60%
		REGIE	2,567,775.00		267,444.66	234,680.81	474,606.65	412,365.42	1,400,157.84	1,158,620.16	55%
		COGEST	5,432,222.00		27,519.89	449,045.88	329,255.78	922,661.58	1,728,463.90	3,703,738.10	32%
<b>TOTAL</b>			<b>8,000,000.00</b>		314,964.65	683,727.38	803,922.73	1,335,027.00	3,137,641.74	4,862,368.26	39%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI0902811 - Printed on Monday, 19 February 2014

Page: 2

## Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI0902811

Project Title : Zébu Maure

Budget Version : E1

Currency : EUR

YIM :

Year to month : 31/12/2013

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to					Expenses		Total	Balance	% Exec
				2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015			
02 Responsable national Nara		COGES	70.800,00			4.954,59	9.991,51	6.306,82		21.252,92	49.547,08	30%	
03 Responsable Administratif et financier Nara		REGIE	102.430,00		4.551,20	10.098,43	15.666,44	26.358,54		56.591,61	49.844,39	53%	
04 Equipe finance et administration		COGES	42.300,00			10.364,45	10.666,43	7.351,09		28.411,97	13.888,03	67%	
05 Equipe technique		COGES	247.991,00			41.046,04	48.132,45	51.096,79		140.275,28	107.685,72	57%	
06 Autres frais de personnel		COGES	92.800,00		1.514,42	16.563,59	18.173,06	17.391,22		53.662,30	38.937,70	58%	
07 Assurance maladie personnel		REGIE	16.160,00					0,00		0,00	16.160,00	0%	
08 Formation		REGIE	14.750,00					0,00		0,00	14.750,00	0%	
<b>02 Investissements</b>			<b>283.050,00</b>		<b>145.226,26</b>	<b>31.158,72</b>	<b>37.006,08</b>	<b>47.621,52</b>		<b>261.014,58</b>	<b>22.035,42</b>	<b>92%</b>	
01 Véhicules		REGIE	119.709,00		119.709,02	0,00	0,00	0,00		119.709,02	-0,02	100%	
02 Equipement bureau		REGIE	123.740,00		12.860,04	31.158,72	32.912,83	42.171,47		119.102,08	4.630,94	96%	
03 Equipement IT		REGIE	39.601,00		12.653,19		4.063,26	5.450,05		22.166,50	17.404,50	56%	
04 Aménagements du bureau		COGES	0,00					0,00		0,00	0,00	0%	
<b>03 Frais de fonctionnement</b>			<b>605.387,00</b>		<b>17.783,36</b>	<b>57.837,46</b>	<b>105.333,11</b>	<b>138.993,65</b>		<b>360.047,57</b>	<b>545.339,43</b>	<b>40%</b>	
01 Loyer du bureau		COGES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0%	
02 Services et frais de maintenance		COGES	31.751,00		135,87	7.607,16	5.976,64	5.614,24		19.336,90	12.414,10	61%	
03 Frais de fonctionnement des véhicules		COGES	532.293,00		5.513,77	30.822,12	35.136,12	46.072,04		117.549,05	414.733,95	22%	
04 Télécommunications		COGES	64.773,00		304,90	19.594,82	7.703,20	11.686,10		39.279,02	25.493,98	61%	
05 Fournitures de bureau		COGES	33.313,00		666,45	10.626,84	7.603,48	5.582,30		24.872,07	8.340,93	75%	
06 Missions		COGES	81.614,00		531,53	17.202,35	17.025,51	17.377,66		52.137,04	29.478,96	64%	
07 Frais de représentation et de communication		COGES	7.026,00		240,18	720,32		67,08		1.027,59	5.998,41	15%	
REGIE			2.667.775,00		287.444,56	234.680,81	474.666,65	412.365,42		1.409.157,84	1.158.620,16	56%	
COGEST			5.432.222,00		27.519,89	449.048,58	329.255,78	922.661,58		1.728.463,90	3.703.738,10	32%	
<b>TOTAL</b>			<b>8.000.000,00</b>		<b>314.964,65</b>	<b>683.727,36</b>	<b>803.922,73</b>	<b>1.335.027,00</b>		<b>3.137.641,74</b>	<b>4.862.358,26</b>	<b>39%</b>	



## Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI0902811

Project Title : **Zébu Maure**

Budget Version : **E1**

Currency : **EUR**

YIM :

Year to month : 31/12/2013

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2009	2010	2011	2012	Expenses		Total	Balance	% Exec
08 Formation		COGES	0,00					0,00		0,00	0,00	0%
09 Frais de consultation		COGES	0,00				0,00	0,00		0,00	0,00	0%
10 Frais financiers		COGES	0,00					0,00		0,00	0,00	0%
11 Frais TVA		COGES	0,00					0,00		0,00	0,00	0%
12 Autres frais de fonctionnement		COGES	153.102,00		10.329,85	11.853,99	30.957,83	52.584,23		105.745,90	47.356,10	69%
13 Assurance Bâtiments		COGES	1.525,00					0,00		0,00	1.525,00	0%
04 Audit et Suivi et Evaluation			175.358,00		2.538,66	40.071,78	17.833,51	19.168,28		79.612,44	65.745,56	45%
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	110.358,00		2.538,66	40.071,78	15.622,18	17.893,34		75.925,17	34.431,63	69%
02 Audit		REGIE	65.000,00					0,00		0,00	65.000,00	0%
03 Backstopping		REGIE	10.000,00				2.211,33	1.474,94		3.686,27	6.313,73	37%
99 Conversion rate adjustment			0,00		0,00	0,08	0,03	0,01		0,12	-0,12	0%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00		0,00	0,08	0,03	0,01		0,12	-0,12	0%
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00					0,00		0,00	0,00	0%
		REGIE	2.567.776,00		287.444,66	234.660,81	474.666,66	412.385,42		1.409.157,54	1.158.620,16	55%
		COGEST	5.432.222,00		27.519,99	449.046,58	329.255,78	922.661,58		1.728.483,90	3.703.738,10	32%
		<b>TOTAL</b>	<b>8.000.000,00</b>		<b>314.964,65</b>	<b>683.727,38</b>	<b>803.922,73</b>	<b>1.335.027,00</b>		<b>3.137.641,74</b>	<b>4.862.358,26</b>	<b>38%</b>



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI0902811 Printed on: dimanche 13 février 2014

page: 4

## 4.6 Ressources en termes de communication

- Etude de faisabilité du développement de la filière lait dans le cercle de Nara. Rapport final, IER, 2023, 107 pages
- Etude de faisabilité du développement de la filière bétail/viande dans le cercle de Nara. Rapport final, IER, 125 pages.
- Communication : *Le pastoralisme dans la politique malienne de développement de l'élevage*. Séminaire à Bruxelles organisé par BE - TROPLIVE sur le thème : « le pastoralisme : quelle évolution dans un contexte changeant ? » le 14 novembre 2013.
- Dépliant du projet élaboré et diffusé.